

A.P.R.C.

(Association Pour une Retraite Convenable)
7 rue Honoré Broutelle
44000 - Nantes

POUR UNE RETRAITE DECENTE SANS ETRE DES MENDIANTS

Propositions formulées par les
autorités catholiques aux repré-
sentants mandatés de l'A.P.R.C.

"Le régime assure une pension
différentielle entre la pension de
base du régime des cultes et un
montant égal à 75% du SMIC
pondéré de l'année"

Proposition faite à l'A.P.R.C.
en présence de Mgr Vilnet
vice président de l'Episcopat

"L'Episcopat pourrait s'engager
positivement pour la solution
proposée ci-dessus"

Compte rendu de la réunion
du 23 mars, signé du secré-
taire de l'Episcopat

"La garantie de ressources est fi-
xée aux 3/4 du SMIC avec augmenta-
tion de 20% par enfant à charge
Mgr Vilnet soutiendra cette propo-
sition devant l'assemblée plénière
de l'Episcopat"

Compte rendu de la réunion
du 15 septembre 79

"Le calcul du nombre d'années se
fait à partir de la tonsure pour
les prêtres et de la 1ère profession
pour les religieux et religieuses"

Compte rendu de la réunion
du 18 avril 79

Décisions de l'Assemblée plénière
de l'Episcopat à Lourdes

Montant de la garantie de
ressources :
20000 F. pour toute l'année 80
et à percevoir en 81 !
(alors que les 3/4 du SMIC au
1-12-79 représentaient déjà
20100 F.)

Réévaluation de cette somme :

- une fois par an
 - "selon le coût de la vie
par le comité épiscopal
financier"
- (il n'est pas précisé de quel
indice du coût de la vie il
s'agit, ni si le comité épisco-
pal suivra ou non cet indice)

→ l'ordination sacerdotale

La référence au SMIC était pour l'A.P.R.C. le seul élément
sûr. Le montant du SMIC, en effet, ne dépend ni de l'Eglise
ni de l'A.P.R.C. De plus, sa réévaluation garantit un
certain maintien du pouvoir d'achat.

En supprimant cette référence, les autorités catholiques
ont repris toutes les cartes en main.

La garantie de ressources offerte est devenue un LEURRE.

- dénoncent avec vigueur

- 1) le non respect des propositions formulées par les autorités ecclésiastiques elles-mêmes
- 2) l'absence de décision de la part des instituts religieux féminins concernant la retraite de leurs anciens membres
- 3) le fait que des solutions différentes soient mises en oeuvre pour les ex-clercs, religieux, religieuses (d'autant que la caisse des cultes bénéficiera d'un nombre appréciable de milliards anciens du régime général au titre de la compensation démographique)

- demandant

- que dans l'attente d'une solution plus claire et plus saine les textes présentés par ces autorités soient respectés
- que leurs modalités d'application soient discutées. Ces modalités ne devraient pas être plus sévères que celles en usage pour l'attribution du F N S (fonds national de solidarité)

- protestant

contre la façon malhonnête dont les "départs" du ministère ecclésiastique et de la vie religieuse sont présentés au Peuple chrétien par les autorités ainsi que les mesures répressives mises en oeuvre actuellement

[illegible]